



REGARDS SUR LA VILLE
—
APPRENDRE ENSEMBLE

L'ÉCOLE PUBLIQUE SE DOIT D'ÊTRE LE LIEU DE TRANSMISSION ET D'EXPRESSION DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE : LIBERTÉ, FRATERNITÉ ET SURTOUT ÉGALITÉ.

IL NOUS FAUT CONTINUER À CONSTRUIRE UNE ÉCOLE PLUS JUSTE, QUI NE LAISSE AUCUN ENFANT SUR LE BORD DU CHEMIN, UNE ÉCOLE EXIGEANTE DANS LES APPRENTISSAGES, BREF UNE ÉCOLE À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ QUE NOUS VOULONS : JUSTE, FORTE, SOLIDAIRE ET DANS LAQUELLE LA MIXITÉ N'EST PAS UN VAIN MOT.

LE COLLECTIF APPRENDRE ENSEMBLE, QUI S'EST CONSTITUÉ DANS LE 18^E, TRAVAILLE AUPRÈS DES AUTRES PARENTS POUR PLUS DE MIXITÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE L'ARRONDISSEMENT. M18 A VOULU LEUR DONNER LA PAROLE : LES PARENTS PARLENT AUX PARENTS !

M18 : la politique de mixité sociale soutenue par les politiques publiques locales (construction de logements mixtes, lutte contre l'habitat indigne, effort sur le tissu commercial, etc.) ne mène pas toujours à plus de mixité dans les établissements scolaires et trop de familles encore mettent en place des stratégies d'évitement. Comment l'expliquez-vous ?

Collectif Apprendre ensemble : Effectivement, les habitants du 18^e ont un profil de plus en plus favorisé.

Avec 20% de logements sociaux (contre plus de 30% dans les 13^e, 19^e et 20^e par exemple), et des loyers dans le privé de plus en plus élevés, 75% des collèges publics du 18^e sont classés en Education Prioritaire. Il y a donc un problème de répartition et de fuite des élèves, favorisé par la très grande offre d'établissements dans un petit périmètre.

L'évitement, déjà massif il y a 20 ans, n'a pas baissé, alors que la composition des quartiers a beaucoup changé. Les stratégies restent les mêmes : demandes

de classes à profil, dérogations, fausses adresses ou déménagement réel, inscription dans un établissement privé.

Cet évitement perdure car la mauvaise réputation d'un établissement est très longue à changer : elle est relayée avant tout par des parents qui n'y ont pas ou plus leurs enfants. Les parents socio-culturellement favorisés ont peu de chance d'y connaître d'autres parents qui pourraient leur en donner une vision réaliste. Et les rumeurs négatives circulent beaucoup plus rapidement que les bonnes expériences, le moindre incident peut-être transformé en « fait divers ».

Et surtout, les parents qui savent que la mixité est un enjeu important et qui voudraient que leurs enfants vivent une autre expérience que celle de l'entre-soi, ne veulent pas prendre le risque d'être les seuls à faire ce choix. Personne ne connaît la composition « théorique » des établissements les moins côtés si personne ne les évitait, et beaucoup anticipent et fuient pour ne pas être seuls à « essayer les plâtres ». Cela empêche tout mouvement collectif qui pourrait pourtant facilement changer la composition sociale des établissements.

M18 : On entend souvent des parents assumer complètement l'évitement, même illégal, de leur établissement de quartier. Mais que disent les parents qui assument l'inverse ?

Collectif Apprendre ensemble : Même si quelques-uns recherchent l'entre-soi, la raison principale de l'évitement est la peur, celle de l'échec scolaire et celle de la violence. Comme ce climat anxieux joue très peu à l'école maternelle, la mixité y est beaucoup plus grande que dans la suite de la scolarité, et on constate que les parents en sont très satisfaits.

Beaucoup d'entre eux font ensuite le choix de rester dans leur école élémentaire de secteur. C'est d'abord l'option la plus simple, on reste à proximité de son logement, les enfants gardent leurs copains d'école et de quartier. Ces parents n'ont pas à agir en contradiction avec leurs principes, leurs convictions politiques ou même religieuses, ou à demander à leurs enfants de mentir sur leur domicile. Beaucoup n'ont pas envie de se retrouver dans des établissements trop sélectifs où la pression sociale, l'argent et la compétition scolaire font parfois des dégâts. Ils sont aussi conscients de l'intérêt pour leurs enfants de se retrouver dans des classes à effectifs allégés grâce aux dispositifs de l'éducation prioritaire.

Il y a par ailleurs beaucoup à gagner en termes d'ouverture d'esprit et d'adaptation à travers la rencontre d'autres milieux que le sien. C'est un grand avantage dans la vie que de pouvoir interagir dans différents milieux en s'y

sentant également à l'aise et en maîtrisant les codes. Enfin, pour beaucoup d'entre nous, il s'agit aussi de se préoccuper de la société dans laquelle vivront nos enfants : l'individualisme, le repli sur soi, la peur de l'autre doivent d'urgence être combattus. La mise à l'écart d'une partie de la population dès l'école, le sentiment d'exclusion et l'échec scolaire engendrés, peuvent créer des problèmes de délinquance, de repli communautaire, de violence, alors subis par tous.

La très grande majorité des parents reconnaissent tout cela et louent notre démarche, très positive pour la société, mais beaucoup restent réticents car ils redoutent de se retrouver isolés.

M18 : La mixité sociale effraie les familles, la carte scolaire est-elle un outil efficace pour combattre le manque de mixité ?

Collectif Apprendre ensemble : Le but initial de la sectorisation n'était pas de créer de la mixité, mais de prévoir les effectifs d'élèves pour une meilleure gestion. Les possibilités de dérogation et l'existence d'un système concurrent privé qui peut choisir ses élèves, font que tout repose sur les décisions des parents les mieux informés. Le principal levier est donc la volonté de tous les acteurs.

Mais une sectorisation bien étudiée pourrait tout à fait être efficace si elle était dessinée de façon à être juste et équilibrée, avec une participation des établissements privés au système, afin de recueillir l'adhésion de tous. Par exemple, un nouveau décret rend possible la sectorisation sur deux collèges proches au lieu d'un. En tenant compte des résultats des évaluations de CM2 ou encore des revenus des parents, chaque élève de CM2 se verrait affecté sur l'un de ces deux collèges. Les parents ne craindraient plus d'être perdants, puisque les établissements auraient alors des profils similaires en termes de composition sociale et scolaire, et des moyens identiques.

Si le ministère garantit la priorité à ces « collèges de la nouvelle mixité », en les favorisant au niveau du nombre d'élèves et de l'affectation des enseignants (plus de titulaires, des remplacements prioritaires) par rapport à d'autres établissements de Paris, tout le monde peut y être gagnant.

L'évitement est à la fois la cause et la conséquence des difficultés de beaucoup d'établissements, il faut donc de toute urgence mettre en place une politique volontariste pour briser ce cercle vicieux. Il est temps de réunir les bonnes volontés, celles des parents et des politiques, le 18^e pourrait facilement devenir un exemple à suivre.